

**Aménagement de la circulation des  
véhicules pour cause de travaux**

**Rue Jean-Jacques ROUSSEAU**

**N° 2023 - 634**

**ARRÊTÉ TEMPORAIRE**

**Le Maire de la Ville de CHINON,**

**Vu,** le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 2211-1 et suivants,

**Vu,** le Code de la Route,

**Vu,** le Code Pénal,

**Vu,** le Code de la Voirie Routière,

**Vu,** le Code Général de la Propriété des personnes publiques,

**Vu,** l'Arrêté interministériel du 24 novembre 1967, modifié et complété, relatif à la circulation routière,

**Vu,** le règlement de voirie de la ville de Chinon du 24 juin 2021,

**Vu,** la requête en date du 14 août 2023 de la Société **STURNO** – ZA du bon Puits – BP 90136 – 49481 VERRIERES-EN-ANJOU CEDEX,

**Considérant,** que des travaux de renouvellement de branchement GRDF, **21-25 rue Jean-Jacques ROUSSEAU**, nécessitent un aménagement de la circulation et du stationnement sur cette voie.

**ARRÊTE**

**Article 1 :** En raison de travaux de renouvellement de branchement GRDF par la société **STURNO, 21-25 rue Jean-Jacques Rousseau**, la circulation des véhicules s'effectuera par demi chaussée, et le stationnement de tout véhicule sera interdit au droit des travaux **du 11 septembre 2023 au 21 septembre 2023, de 08 h 00 à 18 h 00.**

**Article 2 :** Tout stationnement dans la zone des travaux sera considéré comme gênant en référence à l'article R. 417-10-2-al.10 du Code de la Route à l'exception des véhicules de chantier nécessaires à l'exécution des travaux.

**Article 3 :** La fourniture et la mise en place de la signalisation nécessaire à la présente réglementation sera effectuée par le pétitionnaire 72 heures avant le début des travaux.

**Article 4** : La présente autorisation d'occupation du domaine public est délivrée à titre gratuit en vertu de l'article L2125-1-5 alinéa1.

**Article 5** : Le pétitionnaire est tenu d'afficher le présent arrêté municipal sur le lieu d'intervention.

**Article 6** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la ville de Chinon ou d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa publication devant le tribunal administratif d'Orléans. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télé recours citoyens » accessible par le site Internet <http://www.telerecours.fr> ».

**Article 7** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie de Chinon, Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie, Monsieur le Chef de service de la Police Municipale Intercommunale, le Responsable de l'entreprise chargée des travaux, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera adressée à Monsieur le Directeur des services techniques communs de la CCCVL et à Monsieur le Commandant du Centre de Secours Principal de Chinon pour information.

**Certifié exécutoire par :**

Publication faite le

Fait à Chinon, le

Le Maire

**Jean-Luc DUPONT**

Fait à Chinon, le

Le Maire,

**Jean-Luc DUPONT**